



Communiqué

Charlotte Brun,

Secrétaire nationale aux personnes âgées, handicap et dépendance

Razzy Hammadi,

Secrétaire national aux services publics

Journée nationale du handicap dans la fonction publique : le gouvernement se paie de mots

Le gouvernement se contente de lancer une campagne de « sensibilisation au handicap » dans la fonction publique alors que le ministre Georges Tron avait annoncé à la fin de l'année dernière un véritable plan pour favoriser l'accès des personnes en situation de handicap à la fonction publique.

La situation actuelle est pourtant préoccupante et appelle une véritable mobilisation de la puissance publique : si depuis 1987, la loi impose aux administrations comme aux entreprises de compter au moins 6% de personnes en situation de handicap dans leurs effectifs, seuls 4% des fonctionnaires sont en situation de handicap. Par ailleurs, l'Education nationale, sous prétexte qu'elle emploie des auxiliaires de vie scolaire pour assurer la scolarisation des enfants en situation de handicap, s'exonère de cette obligation, alors même qu'elle met massivement fin aux contrats de ces personnels depuis un an !

L'Etat se doit pourtant de montrer l'exemple, dans un contexte où le taux d'activité des personnes en situation de handicap est largement inférieur à celui des valides (44% contre 68%) et où le handicap est la deuxième cause de discrimination dans l'emploi.

Le Parti socialiste demande au gouvernement d'agir. Pour sa part, il s'engage à mettre fin aux situations d'exception et à consacrer des moyens financiers et humains conséquents à l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap, dans le secteur public comme dans le secteur privé.